

MARDI 31 MARS 2026

LA DG RASSURE, LE TERRAIN DOUTE...

(LIMINAIRE RT RECODIFICATION)



À force de vouloir aller vite, on oublie parfois ceux qui devront faire juste.



Le dialogue social à la DGDDI est aujourd'hui sous tension et il faut être lucide : au vu de l'actualité, et notamment des réformes comme le projet de loi RIPOST, rien n'indique que la situation va s'apaiser prochainement. Aujourd'hui, nous sommes face à une administration qui communique, qui affiche une trajectoire et donne le sentiment que tout va bien.

Mais sur le terrain, personne n'est dupe : les agents constatent un décalage profond entre ce discours et la réalité qu'ils subissent.

Depuis le début, l'UNSA Douanes a fait le choix de la responsabilité. Nous avons alerté, sans bloquer. Nous avons questionné, sans caricaturer ; et surtout, **nous avons pris nos responsabilités en votant CONTRE lors du CSAR.**

Pas contre le travail de recodification en lui-même. Ce travail **d'ampleur**, nous l'avons reconnu.

Mais parce que ce chantier nous a été présenté de manière incomplète, avec trop d'inconnues sur ses conséquences concrètes, sur ses suites, et surtout sur la capacité réelle de l'administration à être prête et à accompagner les agents. Nous l'avons dit à l'époque : en l'absence de visibilité globale et de garanties suffisantes, il nous était impossible de valider ce chantier en toute responsabilité.

Aujourd'hui, force est de constater que ces inquiétudes ne se sont pas levées. Elles se renforcent. Car oui, ce que nous vivons, ce n'est pas une simple évolution. **C'est un tsunami culturel pour les agents. Un changement profond des pratiques, des repères juridiques, des responsabilités.**

Dès lors, ce doute que nous avons constitué désormais une véritable inquiétude sur le terrain. Pas sur la qualité du travail de recodification en tant que tel ; ce n'est pas le sujet.

Mais bien sur la capacité réelle de notre administration à accompagner et soutenir les agents, à sécuriser leurs pratiques, et à être au rendez-vous, concrètement, le jour J.

Car derrière les tableaux de suivi et les présentations rassurantes, il y a une réalité :

- des outils encore en construction, **et pour certains sans réel calendrier de livraison,**
- une formation **perfectible,**
- des incertitudes juridiques persistantes.

Au bout de la chaîne, ce sont les agents qui devront appliquer ce nouveau code, qui prendront les risques et qui assumeront les conséquences.

Nous le disons clairement aujourd'hui : nous redoutons que nos craintes deviennent réalité.

Si rien n'est réajusté rapidement, ce ne sera pas un problème de calendrier. Ce sera un problème de sécurité juridique, de conditions de travail... et de crédibilité de l'action douanière.

L'UNSA Douanes ne cherche pas à dramatiser. Mais nous refusons simplement de fermer les yeux. Dans le cadre de cette réforme d'envergure, une chose est certaine : ce ne sont pas les textes qui seront en difficulté, mais bien les agents, si on ne leur donne pas les moyens de se l'approprier.

Dans ces conditions et au regard du niveau d'inquiétude du terrain comme de l'absence de réponses concrètes à ce stade, l'UNSA Douanes ne souhaite pas cautionner la poursuite de ces échanges dans ce cadre. Ce n'est pas le dialogue social que nous quittons aujourd'hui, c'est l'illusion qu'il existe encore.

